



Open data : bilan de l'expérimentation menée auprès de neuf territoires

291 collectivités ont libéré leurs données en janvier 2018, selon l'association Opendata France. Elles étaient 180 au 1er janvier 2017. Mais le chemin est encore long pour atteindre l'objectif fixé par la loi pour une République numérique. Néanmoins, l'expérimentation menée par neuf territoires au cours de l'année passée a permis de dégager des enseignements présentés le 8 février à l'occasion de la journée nationale des territoires, villes et villages Internet.

© OpenData Locale - Bilan de l'expérimentation menée par OpenData Locale

La loi pour une République numérique d'octobre 2016 est ambitieuse. **Elle oblige 4 500 collectivités à ouvrir leurs données en 2018. L'état des lieux est pourtant saisissant : seules 160 communes faisaient de l'open data à l'époque de la publication de la loi. Axelle Lemaire, alors secrétaire d'Etat en charge du numérique, a mandaté l'association Opendata France pour faire un bilan et trouver des solutions au niveau local.** Deux difficultés ont été identifiées. Seules les grosses structures (grosses villes et métropoles) avaient engagé une telle démarche, mais « elles avaient raté la normalisation des données », analyse Jean-Marie Bourgogne, délégué général d'Opendata France. Tandis que les petites et moyennes collectivités avaient, elles, d'autres priorités et ne disposaient pas forcément des moyens techniques et humains suffisants. « Il fallait donc un gros travail de pédagogie et d'accompagnement », explique le délégué général. C'est à ce moment-là qu'a débuté l'expérimentation OpenData Locale.

Neuf territoires ont ainsi été sélectionnés (Bretagne, Occitanie, Paca, Bourgogne Franche-Comté...) et 32 acteurs désignés pilotes sur leurs périmètres (des métropoles, des conseils départementaux, des syndicats mixtes...). Côté méthode, ces territoires ont été conviés tous les deux mois à Paris, et des réunions téléphoniques ont été organisées mensuellement. Des groupes de travail plus spécifiques ont également été formés pour réfléchir sur des thématiques précises, par exemple les relations avec Etalab (mission publique chargée de l'ouverture des données). **En tout, ce sont donc 812 collectivités qui ont été sensibilisées. Et selon l'association, 291 structures ont libéré leurs données en janvier 2018.**

Les principales difficultés identifiées

Pour Gaëlle Chrisment, de Redon agglomération (intercommunalité à cheval entre les régions Bretagne et Pays de la Loire), « cette expérimentation a notamment permis de sensibiliser les élus qui semblent avoir été réceptifs aux bienfaits de cette nouvelle technologie ». Sur ce territoire composé de 32 collectivités, 15 ont libéré leurs données et 7 ont déjà produit des jeux de données.

La première difficulté a aussi rapidement été identifiée : l'hétérogénéité des systèmes d'informations.

« Il fallait, dans le cadre d'une démarche mutualisée, initier un consensus sur le choix du socle de données », explique Gaëlle Chrisment. « Pour cela, nous sommes partis des propositions d'Opendata locale qui nous ont servi de base de réflexion. Et là-dessus, nous avons priorisé nos jeux de données ». Même son de cloche pour Julien Hautemanière, du syndicat mixte Sictiam (syndicat intercommunal des collectivités territoriales informatisées Alpes Méditerranée) : « Le plus difficile à appréhender pour les collectivités, c'est de savoir par où commencer. La loi n'est pas très précise sur ce point. Le travail mené par Opendata locale sur le socle commun de données est un formidable outil de pédagogie. ».

Thierry Martin (département de la Haute-Garonne) estime quant à lui que cette expérimentation a « donné une légitimité à (sa) démarche et une crédibilité auprès des communes partenaires ». **Rapidement, la question**

[Visualiser l'article](#)

de la gouvernance s'est posée, « pour coconstruire avec l'ensemble des acteurs une stratégie de partage. Et très vite, nous sommes convenus qu'il fallait structurer cette ouverture autour de stocks de données standardisés », explique-t-il.

Par ailleurs, si cette expérimentation a permis « de relancer cette dynamique d' *open data* initiée il y a deux années » sur son territoire de **Bourgogne Franche-Comté**, **Patrick Rueschmann (GIP Territoire Numérique Bourgogne)** considère aussi qu'elle a pu mettre en lumière une autre difficulté : celle de **convaincre les petites communes** . « Pour l'instant, notre discours ne permet pas de capter ces petites entités, mais nous y travaillons ». Et d'ajouter : « Nous nous sommes également rendu compte que si nous arrivions à attirer l'attention du président d'une agglomération, ou d'un maire et de son directeur général des services (DGS), la dynamique prend plus vite. »

Et maintenant...

Les quatre témoins de l'expérimentation sont d'accord sur un point : la démarche d' *open data* est longue et compliquée. « Nous avons sans doute sous-estimé le temps qu'il faut pour sensibiliser les acteurs. Il faut revenir plusieurs fois sur les mêmes discours avec des angles différents», constate Patrick Rueschmann.

Autre volonté : favoriser la publication automatique des données afin de faciliter le travail des collectivités. L'ensemble des acteurs envisage également d'étendre le champ territorial de l'expérimentation, mais aussi celui des jeux de données. La qualité et la présentation des données sont également un enjeu important. Le **GIP Territoire Numérique Bourgogne** participe en ce sens au projet Qualidata .